

# GÉNÉRAL FRANCIS A. BÉHANZIN

Président co-fondateur du Réseau mondial des professionnels de sécurité et de défense pour la prévention et la lutte contre le terrorisme, ancien commissaire aux affaires politiques, à la sécurité et à la paix de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

## Thierry de Montbrial, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

Merci beaucoup. Nous allons maintenant aborder la partie « sécuritaire » ; nous venons de relever un recouvrement partiel entre les deux. Aussi bien le général Béhanzin que le ministre Manasseh pourront revenir sur certains aspects sociétaux que j'ai évoqués.

Mon général, je vais vous laisser la parole. Votre dernière fonction était celle de commissaire aux affaires politiques à la sécurité et à la paix de la communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao). Vous me permettrez aussi d'indiquer que vous portez un grand nom, puisque, je l'ai découvert à l'aéroport avant-hier : vous êtes le petit-fils du dernier roi du Bénin. En France en particulier en effet, de nombreuses personnes ignorent et ne se rendent pas compte que l'Afrique et nombre de pays africains ont une grande histoire. C'est notamment le cas du Bénin qui est ici en force ce soir. Nous allons vous écouter sur ces aspects de sécurité intérieure.

## Général Francis A. Béhanzin

Débutons par quelques repères historico-géographiques de la zone. Le Sahel était une région aux grands empires et royaumes qui s'étendaient sur de très grandes superficies.

Le Mali a une superficie de 1 241 238 km<sup>2</sup> et une population de 20 millions d'habitants environ. Au XIII<sup>e</sup> siècle, de grands empires se sont succédé au Mali (l'empire du Ghana, l'empire du Mali, l'empire Songhai, l'empire Peul de Marina et le royaume Bambara de Ségou) avec une économie fondée sur les échanges multiformes entre l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique du Nord précoloniales.

Le Niger a une superficie de 1 267 000 km<sup>2</sup> et une population de 20 millions d'habitants environ. Également dominé dans son histoire par des empires dont les Songhai, les Haoussas, les Touaregs, et les Peuls, le Niger était devenu une courroie de transmission entre la côte atlantique et l'Afrique du Nord.

Le Burkina a une superficie de 274 400 km<sup>2</sup> et une population de 21,7 millions d'habitants. La Mauritanie a une superficie de 1 031 000 km<sup>2</sup> et une population de 4,8 millions d'habitants.

Le Tchad a une superficie de 1 284 000 km<sup>2</sup> et une population de 18 millions d'habitants. Sur ce territoire aussi se sont succédé plusieurs empires et royaumes dont l'empire du Kanem, le

royaume du Ouaddai et celui du Baguini. Le Tchad constituait par ailleurs un point de passage entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne.

Le territoire de l'État fédéral du Soudan représente une superficie de 1 886 068 km<sup>2</sup> et compte une population de 40 millions d'habitants. Sur le même modèle que les pays précédents, des royaumes puis un sultanat ont dirigé le territoire avant qu'il ne connaisse une colonisation anglo-égyptienne.

Sur toutes ces grandes superficies et par des liaisons entre le Nord et le Sud de l'Afrique se développèrent des transactions de tous genres, complexifiées par l'avènement de la colonisation ainsi que le développement du commerce maritime.

Intéressons-nous à présent aux grandes rebellions qu'a connu le Sahel. L'enclavement des régions périphériques des pays précités va également nourrir les frustrations des populations et va contribuer à la naissance de plusieurs « générations » de rebellions contre les gouvernements nationaux en particulier au Mali dans les années 1960, 1990 et 2000. Ces rebellions ont été organisées par des leaders touaregs. Ce fut également le cas au Niger. Au Tchad, on a assisté à la naissance de plusieurs rebellions déclenchées par des seigneurs de guerre issus des communautés Nord du pays (Toubous, Gorans, Arabes, etc.). Quant au Soudan, après l'indépendance en 1956, le pays connaît de nombreuses mutineries et rebellions entre le Nord et le Sud avec 17 ans de guerre civile entre 1955 et 1972, la guerre de Darfour en 2003, les accords de paix de 2005, la révolution de 2009. Aujourd'hui nous avons deux Soudan : Soudan et le Soudan du Sud depuis 2011.

Le dénominateur commun de toutes ces rebellions réside dans leur dénonciation des inégalités de développement entre les régions du Sud et celles du Nord dans les pays concernés et l'incapacité des États à pourvoir aux besoins des populations du Nord.

Les basculements géopolitiques au Sahel ont eu de nombreuses conséquences, dont le changement d'itinéraires dans l'acheminement de la cocaïne de l'Amérique latine vers l'Europe, la lutte implacable livrée par l'Algérie contre l'implantation du terrorisme d'inspiration salafiste, la naissance de Boko Haram au Nigeria et au Cameroun et le chaos sécuritaire en Libye en 2011.

Concrètement, le Sahel couvre un espace qui va de l'océan Atlantique à la mer Rouge. Il est constitué de 11 à 12 pays qui sont : le Cap Vert, l'Algérie, le Sénégal, la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Tchad, le Nigeria, le Cameroun, le Soudan, l'Érythrée. Cette région compte près de 450 millions habitants, soit 5 % de la population mondiale.

L'Afrique de l'Ouest est regroupée dans une organisation régionale dénommée CEDEAO (Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest) créée en 1975, qui comprend les États membres ci-après : Bénin, Burkina Faso, Cap vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Guinée Bissau, Ghana, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sierra Leone, Sénégal et Togo.

À l'heure actuelle, la situation géopolitique, géostratégique et sécuritaire dans toute l'Afrique de l'Ouest et le Sahel est très difficile et préoccupante. Sur les 15 états de la CEDEAO bénéficiant d'une relative bonne gouvernance démocratique depuis 1990, trois pays d'Afrique de l'Ouest (le Mali, la Guinée et le Burkina) et un pays d'Afrique centrale (le Tchad) sont tombés dans des

transitions militaires pour diverses raisons prétendument liées à l'insécurité et à la mauvaise gouvernance entre 2020 et 2022.

De plus, de nombreux groupes terroristes sont présents sur le territoire sahélien, notamment le groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), devenu Al Quaida au Magreb islamique (AQMI), le groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM), l'État Islamique au Grand Sahara (EIGS), le mouvement pour l'Unicité du djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), Ansar Dine, Al Mourabitoune et Boko Haram.

Des groupes rebelles sont également présents, en particulier diverses rebellions touaregs, le mouvement de libération de l'Azawad (MNLA) au Mali, et les rebellions au Niger, au Tchad, au Soudan, en Érythrée, etc.

Pour remédier à ces dérèglements socio-économiques, politiques et sécuritaires multiples, multiformes et multidimensionnelles, la CEDEAO, la CEEAC et l'UA ont, entre autres, adopté des mesures politiques d'encadrement des transitions dans ces pays précités en vue d'un retour à l'ordre constitutionnel normal. De même, de nombreuses initiatives et stratégies ont été élaborées et projetées pêle-mêle sur le terrain.

Intéressons-nous dans un premier temps aux stratégies multisectorielles développées. Le Sahel suscitant depuis fort longtemps un intérêt en raison de ses ressources réelles ou potentielles ou de par sa position géostratégique (or, uranium, bauxite, fer, phosphate, pétrole et nappes souterraines riches en eau douce etc...), une vingtaine de stratégies proposées ont été mises en œuvre par des agences de coopération bilatérale et multilatérale. Chaque intervenant opère selon son propre agenda, ses intérêts et ses méthodes d'intervention basées sur leur perception des enjeux et défis du développement du Sahel.

Conçues pour la plupart dans la foulée des crises en Libye et au Mali, ces stratégies et initiatives établissent un lien direct entre sécurité et développement. Toutefois, si l'ampleur de la mobilisation de la communauté internationale est à saluer au regard de l'importance des défis à relever dans la région, elle soulève néanmoins la question de la coordination pour assurer une meilleure réalisation des programmes et des projets visant à améliorer le quotidien des populations sahéliennes. Je citerais quelques stratégies et initiatives des organisations multilatérales suivantes :

- la Banque africaine de développement (BAD)
- la Banque islamique de développement (BID)
- la Banque mondiale (BM)
- la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD)
- la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC)
- l'Organisation de la conférence islamique (OCI)
- l'Organisation des Nations unies (ONU)
- l'Union africaine (UA)
- l'Union européenne (UE)
- l'Union du Maghreb arabe (UMA)

D'autres acteurs multilatéraux et bilatéraux comme le G5-Sahel, la France, les États-Unis, le Danemark ont également développé des stratégies ou initiatives pour la région.

Regardons de plus près la stratégie de la CEDEAO. Elle a été élaborée en juillet 2013, en collaboration avec l'UEMOA et est fondée sur quatre piliers dans les domaines suivants : les infrastructures de transport, la résilience et la sécurité alimentaire, l'éducation et les mesures d'appui à la paix et à la sécurité et à la gouvernance en faveur du développement. Ce plan d'action prévu pour 2016-2020 est composé de 31 projets majeurs pour un coût total de 4,75 milliards de dollars n'a pas pu être mis en œuvre, faute de financement.

Au total, le panorama des stratégies et initiatives n'est donc pas limitatif. Malheureusement, une analyse comparative sommaire de ces différentes stratégies met à nu de nombreuses lacunes d'appréciations, de multiples chevauchements et démontre une absence totale de synergies, d'où la nécessité d'une impérative coordination que la CEDEAO a mis en exergue dans l'axe prioritaire n°1 de son plan d'action de lutte contre le terrorisme.

Intéressons-nous à présent aux stratégies militaro-sécuritaires en faisant état des forces militaires alliées et des forces nationales alliées présentes sur le territoire sahélien.

Les forces militaires alliées en présence sont la MICEMA (mission de la CEDEAO pour le Mali) depuis décembre 2012, l'AFISMA (mission de l'UA pour le Mali) depuis 2013, la SERVAL (une opération militaire française) menée de janvier 2013 à août 2014, la MINUSMA (mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali) à laquelle contribue 110 pays – dont les pays membres du Conseil de sécurité – pour un effectif d'environ 15 000 personnels militaires et de police, BARKHANE à laquelle ont œuvré 5100 hommes de 2014 à 2022, la task force TAKUBA composée de forces spéciales de 900 hommes issues de la Belgique, du Danemark, de l'Estonie, de la France, de l'Italie, des Pays Bas, du Portugal, de la Roumanie, de la Suède, de la République tchèque et de la Hongrie et déployées mars 2020 à juin 2022 et enfin la force conjointe G5 Sahel comptant 5100 hommes issus de la Mauritanie, du Tchad, du Mali, du Burkina et du Niger de 2015 à 2017. Le total estimé de ces forces internationales avoisine les 30 000 hommes.

Les forces nationales alliées comprennent les forces armées maliennes, burkinabés, nigériennes, nigérianes, mauritaniennes et camerounaises ainsi que les armées des pays voisins soit le Bénin, le Togo, le Ghana, la RCI, le Niger, le Burkina et le Sénégal. Le total estimé de ces forces nationales avoisine les 450 000 hommes.

De façon spécifique, la CEDEAO a élaboré un plan d'action de lutte holistique contre le terrorisme adopté par la conférence des chefs d'État et de gouvernement en décembre 2019. Ce plan d'action a été conçu autour de 8 axes prioritaires que sont la mutualisation des efforts et la coordination des initiatives de lutte contre le terrorisme ; le partage effectif et direct des informations et des renseignements entre les services de sécurité des États membres ; la formation et l'équipement des forces de défense et de sécurité à la lutte contre le terrorisme ; le renforcement de la gestion et du contrôle sécuritaire aux frontières terrestres, aériennes, maritimes et fluviales ; le renforcement du contrôle des armes et des produits sensibles à usage multiples ; la lutte contre le financement du terrorisme ; la promotion de la communication, du dialogue intercommunautaire et la prévention de l'extrémisme violent (multisectoriel) ; et la mobilisation des ressources pour financer la lutte contre le terrorisme dans l'espace CEDEAO. Ces différents axes prioritaires déclinés en actions et en activités réalistes sont estimés à un coût global de 2,3 milliards de dollars.

Malgré toutes ces stratégies et initiatives développées au Sahel, les résultats ne sont pas du tout satisfaisants, faute de coordination et de moyens adéquats notamment au niveau sécuritaire. Les vecteurs aériens de soutien aux actions militaires au sol doivent être mieux étoffés, utilement coordonnés pour produire des renseignements fiables profitables à toutes les forces alliées anti-terroristes. C'est à ce niveau que se pose le problème de la gouvernance mondiale au plan de la paix et de la sécurité.

Au sein des pays contributeurs de troupes à la MINUSMA, des forces spéciales ou des forces d'appui présentes sur le terrain du Sahel, il y a des membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies que sont la Chine, les États-Unis, la Russie, la France, le Royaume Uni.

Je voudrais rappeler à présent les missions principales du Conseil de sécurité. Il œuvre à maintenir la paix et la sécurité internationales, constater l'existence d'une menace contre la paix ou d'un acte d'agression et recommander les mesures à prendre, prendre des mesures d'ordre militaires contre un agresseur et exercer des fonctions de tutelle de l'ONU dans les zones stratégiques.

Je ne vais pas revenir sur les pays des forces alliées de lutte contre le terrorisme présentes sur le terrain du Sahel, mais je voudrais simplement noter qu'en 2022, selon un classement effectué par atlasocio.com, les forces aériennes militaires des pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU se présentent comme suit :

Les États-Unis représentent 54,1 % de l'ensemble des forces aériennes militaires à l'échelle mondiale, la Russie 17 %, la Chine 13,4 % et l'Inde 8,92 %. La France est classée 10e après la Corée du Sud, le Japon, le Pakistan, l'Égypte (9e) et la Turquie. Le sujet de grandes préoccupations populaires est alors l'incapacité de la communauté internationale aussi mobilisée (telle que décrit depuis le début de la crise sécuritaire au Mali en 2012), à endiguer le terrorisme voire l'éradiquer au Sahel pour une paix et une sécurité durable de part et d'autre dans le monde.

Cette situation inquiétante de multiples stratégies non coordonnées continuera d'entraîner de nombreux déplacés internes dans la zone concernée ainsi que des migrations massives vers l'Occident où se trouverait l'Eldorado qui peine aussi à se maintenir lui-même en raison des nombreux dérèglements socio-politiques, économiques et climatiques.

En conclusion, je souhaiterais plaider en faveur de trois points : le financement à hauteur de 2,3 milliards de dollars des stratégies de lutte contre le terrorisme, le financement à hauteur de 4,75 milliards de dollars des stratégies de la CEDEAO pour le Sahel et une impérative coordination de toutes les stratégies militaires, sécuritaires et de développement.

Je voudrais, à ce stade de ma présentation, paraphraser le Secrétaire général des Nations Unies qui concluait récemment à la COP27 sur les changements climatiques ce qui suit : « L'Humanité doit choisir entre solidarité et suicide collectif ». Ici à Abou Dabi, terre de grande tolérance religieuse où se tient cette 15e édition de la WPC dont le crédo est orienté vers un « monde raisonnablement ouvert », je dirais ceci en signe d'appel collectif : le monde doit choisir entre solidarité franche et réaliste à court terme pour endiguer le terrorisme ou laisser l'hydre terroriste continuer à menacer la paix et la sécurité mondiale en exploitant la précarité et l'extrême pauvreté des pays du Sahel.



Je voudrais enfin terminer, en empruntant pour nous tous « du monde raisonnablement ouvert » cette phrase de Albert Einstein, je cite : « Ce ne sont pas ceux qui font le mal qui rendent le mal insupportable, mais ceux qui regardent et laissent faire. »

**Thierry de Montbrial**

Merci beaucoup mon Général. C'est un exposé précis que vous avez fait, avec des questions précises notamment sur l'appui aérien.